

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
Cité administrative  
Bd George Sand 36000 CHATEAUROUX  
36000 Chateauroux

Châteauroux, le 12/05/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/02/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### LHOIST FRANCE OUEST

Route de Buzançais  
Usine des Gaillards  
36800 Saint-Gaultier

Références : VAT 2025 0143  
Code AIOT : 0010002859

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/02/2025 dans l'établissement LHOIST FRANCE OUEST implanté Les Gaillards 36800 Saint-Gaultier. L'inspection a été annoncée le 16/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LHOIST FRANCE OUEST
- Les Gaillards 36800 Saint-Gaultier
- Code AIOT : 0010002859
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation est située sur le territoire de la commune de SAINT-GAULTIER aux lieux-dits «Les Gaillards», «Le Champ des Ronces», «Pré Gentillet», «Dix Mines», «Chézal-Dessus», «Le Champ des Bruyères», «Le Bois de l'Etang» et «Terre du Bois de la Montée». L'emprise autorisée est de 74ha 15 a 51 ca. L'usine de production de chaux est implantée sur le site. Le matériau extrait est du calcaire. Le calcaire extrait est traité sur place. Il alimente l'usine de fabrication de chaux ou directement en amendement agricole. L'abattage des matériaux est réalisé à l'explosif.

L'arrêté préfectoral n° 2005-07-0259 du 29 juillet 2005, complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 06/04/2017 et du 07/01/2022, autorise LHOIST FRANCE OUEST à la poursuite et l'extension d'une carrière de calcaire jusqu'au 29 juillet 2035.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	EXTRACTION EN GRADINS	Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article III. 4. D. a	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
4	EXTRACTION	Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article III.4.F	/	Demande d'action corrective	2 mois
8	BASSINS DE DECANTATION	Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article III.6.C	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
11	ACCES ET VOIES DE CIRCULATION	Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article III.5.B.b	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	30 jours
14	CONTRÔLES ACOUSTIQUES	Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article III.5.D.e.	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	SUIVI ANNUEL D'EXPLOITATION	Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article III.7.B.a.	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	BORNAGE	Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article III. 1 .B	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
5	STOCKAGE MATERIAUX	Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article IV.2.A	/	Sans objet
6	PRÉVENTION	Arrêté Préfectoral	Avec suites, Demande	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES	du 29/07/2005, article III.5.A.a.	d'action corrective	
7	SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES	Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article III.5.A.d.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
9	POUSSIÈRES	Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article III.5.B.a	/	Sans objet
10	VIBRATIONS	Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article III.5.D.f	/	Sans objet
12	EXPLOSION/INCENDIE	Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article IV.2.C	/	Sans objet
13	INCENDIE	Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article IV.2.F.a	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : SUIVI ANNUEL D'EXPLOITATION

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article III.7.B.a.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, SUIVI ANNUEL D'EXPLOITATION
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 03/04/2024</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>date d'échéance qui a été retenue : 03/05/2024</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à la superficie de la carrière sera dressé chaque année. Il sera versé au registre d'exploitation de la carrière et fera apparaître notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage,</li> </ul>

- les bords de la fouille,
- les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,
- l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes,
- les piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- le positionnement des fronts, - la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection.

Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) seront consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières seront mentionnés et explicités.

Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, les volumes de remblais, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, poussières, eau..), les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation sera annexé au plan susnommé. Ce plan et ses annexes seront transmis chaque année avant le 31 mars à l'inspection des installations classées. Un exemplaire de ce plan sera conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Ce plan devra être réalisé, sur demande de l'inspection des installations classées, par un géomètre, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.

#### Constats :

##### Pas d'écart constaté.

Le plan orienté réalisé le 14/11/2024 et transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées est conforme. Les bornes ont bien été identifiées et les surfaces calculées par un géomètre.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 2 : BORNAGE

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article III. 1 .B

**Thème(s) :** Risques chroniques, BORNAGE

##### Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 03/05/2024

##### Prescription contrôlée :

Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :  
 - des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation,

<p>- le cas échéant, des bornes de nivellement. Un plan de bornage sera établi par un géomètre expert avant le début des travaux.</p> <p>Un exemplaire de ce plan sera fourni à l'inspection des installations classées, dès sa réception par l'exploitant de la carrière.</p> <p>Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p> <p>Les bornes sont bien identifiées sur le plan orienté de 2024, l'inspection des installations classées a pu constater la présence de bornes lors de la visite du site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : EXTRACTION EN GRADINS

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article III. 4. D. a</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, EXTRACTION EN GRADINS</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 03/04/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 03/05/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La hauteur de chaque gradin n'excédera pas 15 m. La progression des niveaux d'extraction sera réalisée de manière à maintenir en permanence l'accès à toutes les banquettes.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Sur le plan orienté établi en 2024 et présenté lors de la visite, 1 point mesuré sur un front est supérieur à 15 m ( 131.2- 115.1= 16.1m), les autres points mesurés sont inférieurs à 15 m. Plusieurs fronts dont la hauteur était supérieure à 15 m avaient été identifiés sur le plan orienté présenté en 2023. Lors de la dernière inspection, l'exploitant avait indiqué que les points de mesure étaient trop éloignés et il s'était engagé à transmettre un plan plus précis pour justifier de l'absence de front supérieur à 15 m. Au vu du nouveau plan annuel, l'exploitant a donc effectué des abattages à l'explosif pour ramener les fronts à un niveau inférieur à 15 m et s'engage à corriger ce dernier point.</p> <p><b>Écart constaté:</b> Un point de mesure sur le front est supérieur à 15 m.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délai de mise en œuvre des actions</p>

correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : EXTRACTION

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article III.4.F
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, DISTANCES DE REcul
<b>Prescription contrôlée :</b>  [... ] De plus l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée, à compter du bord supérieur de la fouille, à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale de l'excavation, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute la hauteur.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, il a été observé des éboulements au niveau des banquettes de la zone déjà exploitée. Selon les déclarations de l'exploitant, un document justifiant de la stabilité et du respect du coefficient de sécurité (qui doit être supérieur à 1) est en cours de rédaction. L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées dès finalisation pour justifier de la stabilité des terrains voisins et mettre en place les mesures prescrites dans ce rapport le cas échéant.  <b>Écart constaté:</b> Eboulement au niveau des banquettes déjà exploité, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la stabilité des terrains.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 5 : STOCKAGE MATERIAUX

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article IV.2.A
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, HAUTEUR DES STOCKS
<b>Prescription contrôlée :</b>

La hauteur des tas de matériaux stockés est limitée à 7 m, hormis pour les stockages de pierres à four dont la hauteur sera limitée à 20 m.
<b>Constats :</b>  <b>Pas d'écart constaté.</b> Les stocks de matériaux sont inférieurs à 7 m, l'inspection a procédé à un contrôle par échantillonnage et mesuré les hauteurs sur le plan orienté : - 146.8-141.8 = 5 m - 137.9- 133.5 = 4.4 m - 136.5-131.7 = 4.8 m Le stock de pierre à four est également < 20m: 142.2-134.2= 8m Cette prescription concerne l'usine, elle devra être retirée et intégré dans l'arrêté préfectoral de l'usine.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article III.5.A.a.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aire de ravitaillement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 03/04/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 03/05/2024</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le ravitaillement et l'entretien des engins sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Entretien des véhicules Le gros entretien des véhicules sur le site de la carrière est interdit.
<b>Constats :</b>  <b>Pas d'écart constaté.</b> Lors de l'inspection du 03/04/2024, il a été constaté que l'aire étanche pour le ravitaillement des engins était sous-dimensionnée et l'absence de caniveau permettant la récupération totale des eaux potentiellement polluées. L'exploitant a réalisé des travaux en décembre 2024, la zone de rétention a été agrandie pour permettre le passage adapté aux véhicules, les eaux potentiellement polluées sont dirigées vers le séparateur d'hydrocarbures et des longrines ont été installées autour de la zone.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article III.5.A.d.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, III.5.A.d. SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 03/04/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 03/05/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le rejet direct ou indirect même après épuration d'eaux résiduaires dans une nappe souterraine est interdit. Les points suivants sont notamment à prévoir en cas de remblaiement : La qualité des eaux souterraines fait l'objet d'une surveillance. A cette fin, au moins 3 points de contrôle sont mis en place, y compris au moins un en amont (2 piézomètres et un puit en aval).[...] Le niveau d'eau dans chaque point de contrôle sera relevé mensuellement. Les valeurs seront consignées dans un registre prévu à cet effet et dont copie sera transmise à l'inspection des installations classées tous les 6 mois accompagnés des résultats des contrôles prévus ci-après. Des analyses des eaux prélevées dans chaque piézomètre seront réalisées semestriellement par une personne ou un organisme agréé.</p> <p>Les contrôles porteront sur les paramètres suivants : - pH - température - matières en suspension - DCO - Conductivité à 20°C - Oxygène dissous - Hydrocarbures totaux - Azote global - Phosphore total Les modalités pratiques de cette surveillance seront définies dans une consigne. Toute anomalie devra être signalée à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais, avec les causes, les mesures prises pour y remédier ou les investigations engagées. Les résultats des analyses seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et seront conservés par l'exploitant pendant toute la durée de l'autorisation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p> <p>Suite à l'écart relevé lors de la visite du 03/04/2024, l'exploitant a fait réaliser par le bureau d'étude COMIREM, une carte piézométrique (commande 3000513594) qui a permis de définir un emplacement pour implanter le piézomètre aval manquant (en remplacement du point de mesure réalisé au captage AEP de Saint Gaultier). Ce piézomètre a été installé au sud du site les 11-12 décembre 2024 et déclaré à BSS.</p> <p>Les mesures réalisées le 17/12/2024 ne présentent pas d'anomalie. Dans le rapport annuel 2024, l'exploitant fait une analyse critique sur les variations des résultats et des anomalies constatées les années précédentes.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : BASSINS DE DECANTATION

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article III.6.C
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, BASSINS DE DECANTATION

<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 03/04/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 03/05/2024</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les bassins de décantation seront interdits par une clôture ou tout moyen équivalent. Des moyens de secours adaptés (bouée, barque, ligne de vie...) seront disponibles à proximité.[...]
<b>Constats :</b>  L'inspection avait constaté la présence de deux bassins de décantation sur le site lors de la visite du 03/04/2024, qui n'étaient pas clôturés dans leur intégralité, ce qui est toujours le cas. Des panneaux indiquant le risque de noyade sont en place. Dans le cadre du projet biomasse (DAEnv en cours d'instruction), le fonctionnement des bassins de collecte des eaux usine et carrière va être modifié. Le projet de modification a été communiqué à l'inspection des installations classées dans le cadre du DAEnv en cours d'instruction. Concernant le bassin se situant à proximité des bureaux, l'exploitant a mis en place une bouée comme moyens de secours. Des vestiaires ont été réalisées en janvier 2025 à proximité de ce bassin.  <b>Écart constaté:</b> L'exploitant n'a pas interdit l'accès aux bassins de décantation par une clôture ou tout moyen équivalent.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délai de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 9 : POUSSIÈRES

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article III.5.B.a
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, MESURE RETOMBEES DE POUSSIÈRES
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] 4 points de mesure/ fraction calcaire à déterminer/ 1x/mois de mai à septembre puis 1x d'octobre à avril/ 30 g/m2/mois et 15 g/m2/mois zones habitées/ mesures sur 14 jours [...]
<b>Constats :</b>

**Pas d'écart constaté.**

Les dispositions réglementaires sur les mesure de retombées de poussières ne sont pas à jour, puisque la technique utilisée à évoluer ainsi la fréquence et les valeurs de référence. L'arrêté préfectoral devra être mis à jour par la transmission d'un porter à connaissance présentant la nouvelle méthode de mesure.

L'exploitant dispose d'un plan de surveillance des émissions de poussières qu'il a transmis à l'inspection des installations classées le 15/04/2022, qui intègre les émissions de la carrière et de l'usine.

Les prélèvements et analyses de retombées de poussières sont effectués par la société Kali'air sur 6 points qui ont été réalisés avec la méthode des jauges OWEN (depuis 2021).

Les mesures sont réalisées trimestriellement: 24/01/2024, 23/05/2024 et 16/07/2024 sur 30 jours lissants. Pour la campagne de mesure du 23 mai au 3 juillet, une valeur élevée de la concentration en poussière a été constatée sur le point 8. Les résultats de la perte au feu révèlent la présence de poussière organique qui confirme que cette mesure a été impactée par l'activité agricole qui se situe à proximité de la jauge. Aucun autre dépassement n'a été observé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : VIBRATIONS**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article III.5.D.f

**Thème(s) :** Risques chroniques, MESURE VITESSE PARTICULAIRE

**Prescription contrôlée :**

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 7 mm/s mesurées suivant les 3 axes de la construction [...].

**Constats :****Aucun écart constaté.**

L'exploitant a réalisé 25 tirs de mines en 2024. La vitesse particulière la plus basse est à 0.23 mm/s et la maximum atteinte à 2.43 mm/s. A la fréquence la plus basse 0.1 Hz, la vitesse de vibration atteinte est à 0.39mm/s.

L'exploitant utilise jusqu'à présent la bi et la tri-détonation, qu'il a arrêté car non concluant, il réalise ses tirs en 2 fois par front de 7.5 m. L'exploitation n'a pas fait l'objet de réclamation en 2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : ACCES ET VOIES DE CIRCULATION**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article III.5.B.b

**Thème(s) :** Risques chroniques, ACCES ET VOIES DE CIRCULATION

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 03/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

- date d'échéance qui a été retenue : 03/05/2024

#### Prescription contrôlée :

L'accès à la voirie publique sera aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. Une signalisation mentionnant la sortie d'engins de la carrière sur la route départementale doit être placée en amont et en aval du débouché de la carrière. Les voies de circulation internes et les aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues. Les installations et les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières, ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publique. A cet effet, une installation de lavage et de débouillage des roues de véhicules et un portique permettant l'humidification du chargement doivent être mis en service à la sortie de la carrière. Un dispositif de mesure permettra de relever le temps effectif de fonctionnement des installations et les résultats seront portés sur un registre. Ce dernier sera mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### Constats :

Pour éviter l'envol de poussière, un laveur de roue est présent sur le site, les camions sont bâchés et les pistes sont humidifiées avec les eaux d'exhaure. L'arrêté préfectoral mentionne la présence d'un portique d'humidification du chargement, l'exploitant devra transmettre un rapport à connaissance pour démontrer que cette prescription est non-indispensable puisque les camions sont bâchés.

**Écart constaté :** Absence de portique humidificateur

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 30 jours

#### N° 12 : EXPLOSION/INCENDIE

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article IV.2.C

**Thème(s) :** Risques accidentels, INSTALLATIONS ELECTRIQUES

#### Prescription contrôlée :

Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou modification par une personne compétente.

#### Constats :

##### **Pas d'écart constaté.**

Les installations électriques ont été contrôlées par le bureau d'étude APAVE le 17/10/2024, le Q18 mentionne la présence d'un risque d'explosion/ incendie. Sur le rapport du 22/10/2024, il est mentionné des non-conformités sur le disjoncteur général côté usine et le coffret vestiaire 4. Les non-conformités ont été corrigées en interne, le bureau d'étude APAVE est intervenu le 24/03/2025 (rapport n° 134891548-001-1), le rapport conclut en l'absence de risque d'incendie et d'explosion.

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

#### N° 13 : INCENDIE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article IV.2.F.a
Thème(s) : Risques accidentels, VERIFICATION EXTINCTEURS
Prescription contrôlée :  tous les ans
Constats :  <b>Pas d'écart constaté.</b> Les 114 extincteurs présents sur site usine et la carrière ont été vérifiés et/ou remplacés pour les défaillants par la société CHUBB le 05 mars 2024 (rapport BT.19992196).
Type de suites proposées : Sans suite

#### N° 14 : CONTRÔLES ACOUSTIQUES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article III.5.D.e.
Thème(s) : Risques chroniques, CONTRÔLES ACOUSTIQUES
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 03/04/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 03/05/2024</li> </ul>
Prescription contrôlée :  L'exploitant devra réaliser, 3 mois après la notification de l'arrêté préfectoral, une mesure des niveaux par une personne ou un organisme qualifié. Un contrôle des niveaux sonores sera ensuite réalisé tous les ans et notamment lorsque les fronts de taille de la carrière se rapprochent de zones habitées. Les points de mesures (émergences et niveaux de bruit en limite de propriété) sont déterminés en accord avec l'inspection des installations classées qui pourra demander que des mesures supplémentaires soient réalisées. Les résultats des mesures (émergences et niveaux de bruit en limite de propriété) sont transmis à l'inspection des installations classées dans les 2 mois qui suivent la campagne de mesures.
Constats :  Les mesures de niveau de bruit ambiant sont réalisées sur quatre points conformément à l'article III.5.D.b de l'Arrêté Préfectoral du 29 juillet 2005. Les mesures ont été réalisées par la société SIXENSE en décembre 2024, les résultats sont non conformes au niveau du PF9C avec + 0.5 dB émergence (nuit). Suite à la non-conformité d'émergence constatée au PF3B ( 3dB émergence nuit) en 2023, en 2024 une étude de caractérisation des émissions sonores a été effectuée ainsi que plusieurs actions visant à réduire les émissions sonores:

- Installation bardage phonique sur BB201 en 2023
- Remplacement volet et grains concasseur à mâchoires en carrière
- Isolation phonique tête de l'EL BeumerNov2024
- Remplacement du silencieux de la cheminée filtre four 2

Des travaux sont également prévus en 2025:

- Insonorisation de la goulotte de sortie du GR201
- Changement des baffles d'insonorisation d'air de combustion
- Calorifugeage acoustique du tuyau d'air de combustion

Des mesures ont été réalisées en décembre 2024 pour démontrer l'absence de dépassement, l'exploitant transmettra les résultats à l'inspection des installations classées dès réception.

**Écart constaté :** Un léger dépassement du niveau sonore en période diurne sur un point de mesure a été constaté avant que les travaux de 2025 soient réalisés.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois